Entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec TF1 le 14 avril 2018, sur l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien et sur l'avenir de la Syrie.

2018-04-14

Q - Jean-Yves Le Drian, merci d'avoir accepté cette invitation ce soir. Les Russes et les Syriens réfutent totalement toute implication dans l'attaque au gaz sur des civils du week-end dernier ; sur quelles preuves, sur quelques convictions, sur quels éléments concrets avez-vous donc pris cette décision la nuit dernière de frapper ?

R - Si vous me le permettez, juste avant de répondre à votre question, un coup de chapeau quand même aux forces armées françaises qui ont manifesté un sang-froid, un courage, un professionnalisme exemplaires dans une mission qui était très difficile.

Sur votre question, il y a eu des attaques chimiques qui ont été constatées samedi dernier, il y a une semaine ; nous avons pu avoir toute une série d'informations à partir de photos, de vidéos, de témoignages sur les sites, sur les réseaux sociaux, qui se sont multipliés à partir des attaques chimiques. Nous avons pu vérifier, à partir des analyses qu'ont faites les services français, à partir des informations que nous avons eues des laboratoires, à partir des informations que nous avons eues des ONG médicales que nous connaissons bien, qui travaillent dans cette partie de la Syrie depuis plusieurs années, qu'il s'agissait bien de gaz,, du chlore, sans doute aussi d'autres gaz qui ont abouti à ce qu'il y ait 45 morts, qu'il y ait plusieurs centaines de blessés Et c'est dans l'attaque que menaient les forces armées syrienne contre la Ghouta est que ces attaques chimiques se sont produites, au moment où il y avait de la résistance et que Bachar al-Assad a voulu éliminer plus rapidement avec des moyens qu'il avait déjà utilisés - parce que c'est un habitué de l'arme chimique, rappelez-vous Alep, rappelez-vous 2013 puisqu'on en parlait tout à l'heure, rappelez-vous aussi les événements de 2017 - qu'il avait déjà utilisés à de nombreuses reprises. Le gouvernement de Bachar al-Assad, les forces armées syriennes ont utilisé l'arme chimique ; elle est banalisée pour eux. Il fallait mettre un coup d'arrêt.

Le président Macron avait dès le début de son mandat, dès mai 2017, exprimé la manière dont il concevait les lignes rouges qu'il ne fallait pas dépasser, sinon la France serait amenée à intervenir ; il l'a fait même à Versailles devant le président Poutine. Et le président Poutine

avait acquiescé ces orientations. Et donc là, les éléments étaient réunis pour intervenir et pour montrer que lorsque le président Macron prenait des engagements, il les respectait, il les tenait.

Q - Est-ce que vous avez la preuve que l'arsenal chimique syrien est désormais anéanti comme le prétend le Pentagone ?

R - C'est une grosse opération qui d'ailleurs a été uniquement orientée sur des cibles liées à l'arsenal chimique de la Syrie et non pas sur l'armée syrienne ou sur les alliés de la Syrie ; il faut démanteler l'ensemble chimique dont dispose la Syrie, qui aurait dû être démantelé déjà depuis août 2013. Les opérations ont été lourdes : ont été démantelés des lieux de stockage, des lieux d'assemblement, des lieux de laboratoires. Il reste maintenant à vérifier qu'il n'y a pas d'autres endroits et il faut maintenant que l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui existe, qui fonctionne, qui a des experts qui doivent aujourd'hui pouvoir aller vérifier, il faut maintenant qu'on s'assure qu'il n'y ait plus aucune possibilité pour Bachar d'utiliser l'arme chimique.

Q - Vous dites que depuis dimanche dernier, vous avez acquis la conviction que Bachar al-Assad est coupable de crimes de guerre ; est-ce que cet avertissement de la nuit dernière est suffisant ? Est-ce que finalement il n'a pas gagné si la France s'en tient là ?

R - J'espère que oui. Nous espérons tous que oui parce que l'arme chimique est une arme horrible ; elle est bannie de l'humanité depuis la fin de la Première guerre mondiale - il y existe des traités qui se sont succédé, qui regroupent quasiment la totalité de la communauté internationale et que Bachar viole, transgresse, régulièrement - j'espère que ses alliés seront à même de lui faire comprendre que cela suffit et qu'il ne faut plus utiliser cette arme si on veut rester un moment encore chef d'un gouvernement qui est quand même largement contesté.

Q - Son départ n'est plus un préalable pour vous dans la gestion de cette crise syrienne et dans les négociations ?

R - À partir du moment où cette intervention a eu lieu, qu'elle a été ciblée, orientée telle que je vous l'ai décrite, maintenant il faut reprendre l'initiative politique. Nous avons d'abord un gros problème qu'on semble oublier dans tout cela, c'est Daech ! Puisque notre ennemi dans cette affaire, c'est Daech, qui nous a frappé sur notre sol il y a maintenant plusieurs mois. Et pendant cette période, pendant la guerre civile syrienne, Daech en profite pour, si je peux me permettre l'expression, se refaire un peu une santé. Donc il faut continuer le combat contre Daech.

Et puis parallèlement, la France veut reprendre l'initiative - le président Macron l'a fait savoir il y a quelques heures au Conseil de sécurité - pour faire en sorte que l'on s'achemine vers un règlement pacifique de la crise syrienne qui dure maintenant depuis sept ans, qui a fait

400.000 morts, qui a fait une quinzaine de millions de déplacés et de réfugiés, des populations meurtries qui sont dans la terreur. Il faut en sortir. Il faut en sortir par la définition d'une feuille de route et nous allons prendre des initiatives dès lundi au Conseil de sécurité à New York, à Bruxelles lors de la réunion des ministres des affaires étrangères, pour tracer la feuille de route avec tous ceux qui voudront bien y contribuer, tous ceux qui déclarent vouloir la paix. Le chemin existe, il y a un cadre qui a été décidé aux Nations unies. Il faut encore maintenant faire en sorte qu'il prenne figure et qu'il se mette en avant.

Q - Pardon Monsieur le Ministre, vous parlez de l'influence de la France mais vous étiez ministre de la défense en 2013 ; vous avez vécu cette période où la France était prête à intervenir, où elle a été, on peut le dire, lâchée par Barack Obama. Est-ce que la nuit dernière, vous avez tenté de réparer ce manque de crédibilité terrible que les Occidentaux ont affiché à ce moment-là ? Est-ce que la France et les Occidentaux ont une chance de retrouver une influence dans cette région du monde ?

R - Regardez le poids de l'inaction. L'inaction en août 2013 a abouti à je ne sais combien de dizaines de milliers de morts, à des déplacés, à des tueries, à des barbaries, à l'usage de l'arme chimique et puis finalement au non règlement pacifique de la situation. Donc oui, il fallait marquer une détermination, répondre à Bachar al-Assad, et maintenant, il faut prendre l'initiative politique nécessaire au Conseil de sécurité mais il faut aussi faire en sorte que les résolutions du Conseil de sécurité - je pense en particulier à une résolution que la Russie a votée pour faire en sorte qu'il y ait un cessez-le-feu, c'est la première étape, pour faire en sorte qu'il y ait l'acheminement de l'aide humanitaire pour toutes les populations de Syrie. Il est indispensable que cette résolution-là soit acceptée et qu'ensuite, on puisse rentrer dans le processus politique qui patine déjà depuis plusieurs années.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 23 avril 2018

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/205562-jean-yves-le-drian-14042018-emploi-darmes-chimiques-par-regime-syrien